

CHAPITRE 2

ECONOMIE ET FECONDITE

Le contexte d'Ampitatafika se prête relativement bien à une analyse microéconomique de la fécondité. D'une part, la transition de la fécondité semble s'amorcer, d'autre part, on observe des modifications dans la formation du revenu et dans les activités des ménages vers plus de pluriactivité et de salariat agricole.

Dans ce chapitre, nous verrons dans quelle mesure la fécondité à Ampitatafika dépend du coût et du bénéfice liés à l'enfant et dans quelle mesure la baisse très récente de la fécondité s'explique par des changements dans ce rapport coût-bénéfice de l'enfant. Nous utiliserons trois sources de données principales : l'Enquête Référence, l'enquête sur les « Conditions de vie des ménages en période de soudure » (CVMPS) (Binet et *al.*, 2005) et des entretiens réalisés en mars 2003 auprès d'une dizaine de jeunes femmes et autant de jeunes hommes, mariés et parents.

ECONOMIE ET FECONDITE : ETAT DES LIEUX

Les facteurs explicatifs de la baisse de la fécondité les plus souvent cités dans la littérature sont principalement de deux ordres : les facteurs socioculturels qui font référence aux changements des normes et des valeurs encadrant la sexualité, la nuptialité et la fécondité (Blake, 1968 ; Lesthaeghe, 1983) et les facteurs économiques qui renvoient aux évolutions des coûts et des avantages d'une descendance nombreuse ou limitée (Becker, 1960 ; Easterlin et *al.*, 1980). Nous focaliserons l'analyse dans ce chapitre sur les théories mettant en avant le rôle de l'économie dans les choix de reproduction des couples, faisant explicitement référence aux théories microéconomiques de la fécondité.

C'est Becker (1960) qui a poussé le plus loin l'adaptation de la théorie de la microéconomie de la consommation à celle de la reproduction. Les modèles qu'il propose sont des outils intéressants pour saisir à un niveau d'analyse fin la relation entre la démographie et l'économie et plus particulièrement entre la fécondité et l'économie. L'idée principale développée par Becker est que les décisions en matière de fécondité peuvent s'analyser en termes économiques en supposant que l'enfant est un bien durable. La famille (ou le ménage) fonctionne comme une petite « firme », une unité de production et de consommation. Les décisions d'avoir un enfant découlent alors d'un raisonnement en termes de coût et de bénéfice. Les parents définissent des priorités quant à la quantité (nombre d'enfants) et à la qualité (scolarisation, santé, etc.) de leur descendance et déterminent le nombre d'enfants en fonction des services qu'ils attendent de leur progéniture. Ces services peuvent être classés en trois catégories : *consumption utility* - de nature émotionnelle ou psychologique - *labor productivity utility* et *old-age security* (Robinson, 1997).

Cette analyse microéconomique a certes été largement discutée et controversée (Blake, 1968 ; Vlassoff, 1982), mais elle fournit des outils et des concepts d'analyse tout à fait intéressants pour une étude des comportements de fécondité au niveau micro-local (Ben-Porath, 1982). De nombreuses recherches empiriques se sont appuyées sur les travaux de Becker, notamment pour l'analyse de la fécondité dans les pays en développement (Easterlin et *al.*, 1980).

Ces études reposent donc sur l'hypothèse que les ménages contrôlent leur fécondité en fonction du coût et des bénéfices de l'enfant. Les avantages d'une descendance nombreuse sont liés d'abord au fait que dans des contextes de société rurale et de mécanisation faible, les besoins de main-d'œuvre sur les exploitations agricoles sont très élevés. Les décisions concernant la quantité et la qualité des enfants au niveau d'un ménage sont avant tout dictées par les besoins en main-d'œuvre. Ce sont des choix rationnels par rapport aux ressources disponibles. Dès lors, les ménages qui ont les surfaces cultivées les plus grandes - et donc les besoins en main-d'œuvre les plus importants - ont aussi les familles les plus nombreuses. Dans un contexte où la productivité de chaque travailleur additionnel a un impact important sur le revenu, l'enfant représente une ressource plus qu'un coût (*labor productivity utility*). Cain (1977) montre par exemple dans une étude célèbre d'un village du Bangladesh que le bénéfice du travail des jeunes garçons pour les parents est nettement

supérieur aux coûts d'éducation de ces enfants. La fécondité élevée est alors tout à fait rationnelle d'un point de vue économique ; ce que Boserup (1985, p.385) résume ainsi dans le contexte africain : « Là où les femmes et les enfants effectuent presque tout le travail agricole, le père d'une grande famille est susceptible de devenir un homme riche, tandis que le père d'une petite famille restera pauvre. Par conséquent, ce système pousse les individus à avoir des grandes familles ».

Le bénéfice lié à l'enfant est important dans les sociétés où les systèmes collectifs de prise en charge de la vieillesse et de la maladie sont inexistantes : les enfants sont une bonne assurance lorsque les parents sont dans l'incapacité de subvenir à leurs propres besoins, qu'ils soient malades ou trop âgés (*old-age security*) (Leibenstein, 1975 ; Makinwa-Adebusoye, 1996). Dans les pays du Sud, la famille est souvent le seul cadre de la solidarité intergénérationnelle. Les enfants ont l'obligation d'entretenir leurs parents âgés. Cette obligation peut s'imposer dans certaines sociétés uniquement aux garçons, expliquant par là même des préférences pour les enfants masculins. Par exemple, le déséquilibre entre les naissances féminines et masculines en Inde s'explique en partie par le fait que dans ce système patrilinéaire et patrilocal, les fils sont les représentants du clan et qu'ils devront soutenir et protéger à leurs parents vieillissants tandis que les filles partiront vivre chez leurs beaux-parents (Guilmoto, 2004). Cette obligation repose sur l'idée que les enfants ont contracté une dette à l'égard des parents pendant leur jeunesse. Les couples ont intérêt à avoir beaucoup d'enfants si les flux intergénérationnels (argent, biens, services, etc.) sont à leur avantage : s'ils reçoivent plus de leurs enfants qu'ils ne leur donnent. Un des facteurs de la baisse de la fécondité serait donc l'inversion de ces flux (Caldwell, 1977). De même, les couples qui disposent d'un capital - par exemple des terres en propriété - permettant de leur assurer des revenus après leur période d'activité ont plus de facilité à limiter leur fécondité, ce capital réduisant l'importance de l'enfant comme soutien des parents âgés (Schutjer et Stokes, 1982). A propos de la Côte-d'Ivoire, Stecklov (1999) met en exergue le poids du rôle économique de l'enfant comme assurance vieillesse ou assurance maladie. Il montre que le rapport coût - bénéfice des enfants est négatif, l'enfant est « coûteux » en Côte-d'Ivoire. Cependant, la fécondité reste élevée car il n'y a pas d'autres alternatives que les enfants en termes de solidarité et soutien économiques. Les systèmes d'assurance sociale étant inexistantes, les parents sont contraints de supporter le coût d'une

descendance nombreuse pour limiter les risques liés à la maladie ou à la vieillesse.

Les coûts principaux liés à l'enfant sont ceux de la scolarisation, de la santé, l'alimentation, l'habillement et des coûts plus indirects tels que le temps consacré à l'éducation de l'enfant par les parents qui pourrait être utilisé à des activités productives. Une autre variable importante du coût d'éducation des enfants est la valeur du potentiel économique des femmes. Le coût dépend de façon significative de la valeur du temps des mères, « composante majeure du coût total de production et d'élevage des enfants » (Becker, 1991, p.140).

La transition de la fécondité serait alors le passage d'un contexte où les bénéfices de l'enfant seraient supérieurs aux coûts à un contexte où les coûts seraient supérieurs aux bénéfices (Caldwell, 1977). Les couples changeraient alors de stratégies de reproduction passant de stratégies de quantité (avoir beaucoup d'enfants) à des stratégies de qualité (avoir peu d'enfant mais des enfants en bonne santé et éduqués). Legrand et *al.* (2003), analysant la transition de la fécondité au Sénégal, constatent ce type d'évolution d'une société à fécondité naturelle vers une société où la taille de la descendance est délibérément contrôlée, résultant de stratégies reproductives visant à assurer une descendance de qualité et à protéger la santé de la mère et de l'enfant.

LA FECONDITE A AMPITATAFIKA

A Ampitatafika, la fécondité reste élevée : pour la période 2000-2002, nous avons calculé un indice synthétique de fécondité de 6,9 enfants par femme. La descendance des femmes de 45-49 ans est de 7,4 enfants, celle des 40-45 ans est de 6,1 enfants (tableau 1). L'idée selon laquelle l'enfant est une richesse et qu'une descendance nombreuse est le plus grand bien qu'un couple puisse acquérir reste vivace et guide encore les comportements de reproduction au moins jusqu'à récemment. Les taux de fécondité par âge montrent un schéma classique caractéristique des pays à forte fécondité : la fécondité est précoce, atteint un maximum à 20-24 ans et reste très élevée jusqu'à 35 ans. Le calendrier de la fécondité dans les neuf *fokontany* étudiés à Ampitatafika est un peu plus précoce que dans l'ensemble du milieu rural malgache et le niveau de la fécondité y est plus élevé.

TABLEAU 1. NOMBRE TOTAL MOYEN D'ENFANTS NES VIVANTS PAR GROUPE D'AGES DE LA MERE, TAUX DE FECONDITE PAR GROUPE D'AGES EN 2000-2002 SELON L'ENQUETE REFERENCE A AMPITATAFIKA ET TAUX DE FECONDITE PAR GROUPE D'AGES EN 2003 EN MILIEU RURAL MALGACHE (EDS, 2003)

Groupe d'âges	Nombre total moyen d'enfants nés vivants	Taux de fécondité à Ampitatafika (%)	Taux de fécondité du milieu rural à Madagascar (%)
15-19	0,9	180	165
20-24	1,9	317	263
25-29	3,2	298	253
30-34	4,3	266	210
35-39	5,7	200	143
40-44	6,1	103	76
45-49	7,4	16	20

Sources : Enquête Référence 4D, 2003 ; EDS III, 2003

La maternité reste une étape importante et essentielle pour les femmes. La quasi-totalité des femmes ont eu au cours de leur vie au moins un enfant né vivant. Les femmes en union au moment de l'enquête qui restent sans enfants sont rares pour ne pas dire inexistantes. A 45-49 ans, seules 1% des femmes sont sans enfants. L'objectif du couple et du mariage est d'avoir des enfants : même parmi les plus jeunes, l'entrée en union est suivie rapidement d'une grossesse.

Toutes les conditions sont réunies pour que la fécondité soit élevée. Tout d'abord, la nuptialité est universelle et la mise en union reste précoce. Ensuite, l'abstinence post-partum ainsi que les durées d'allaitement sont encore faibles. Or, dans un régime démographique « traditionnel », le contrôle de la fécondité se fait presque exclusivement par ces deux variables. Certes, à Ampitatafika, l'allaitement est général - à 24 mois, 66% des enfants sont encore allaités - mais la durée moyenne de l'allaitement exclusif, c'est-à-dire sans apport d'autres aliments, est relativement faible (4,9 mois). Sous certaines conditions (allaitement exclusif, tétées fréquentes), l'allaitement assure une bonne protection contre la grossesse durant six mois après l'accouchement (Vanlandingham et al., 1992). La durée d'abstinence post-partum est elle aussi relativement courte : en

moyenne 9 semaines pour les naissances les plus récentes (2000-2004).

Enfin, la fécondité est peu limitée par la contraception. Certes, la prévalence contraceptive peut paraître élevée : 39% au moment de l'enquête (tableau 2), contre 23% pour l'ensemble du milieu rural malgache (EDS, 2003) mais les méthodes utilisées sont souvent peu efficaces. Les femmes qui utilisent une méthode moderne sont rares, surtout chez les plus jeunes. La méthode de l'abstinence périodique est la plus pratiquée, vient ensuite celle du retrait. A maintes reprises au cours des enquêtes, nous avons pu constater que les couples qui les pratiquaient ne le faisaient pas toujours correctement par manque d'information. Généralement, si presque toutes les femmes peuvent citer le nom d'une méthode contraceptive, elles ont une connaissance très limitée sur le sujet et elles méconnaissent le fonctionnement de ces méthodes.

TABLEAU 2. POURCENTAGE DE FEMMES NON CELIBATAIRES
QUI UTILISENT UNE METHODE CONTRACEPTIVE
AU MOMENT DE L'ENQUETE

Groupe d'âges	%	Effectifs
15-19	32,5	83
20-24	41,0	251
25-29	44,0	232
30-34	40,1	242
35-39	37,4	171
40-44	45,4	154
45-49	24,4	119
<i>Ensemble</i>	39,3	1252

Source : Enquête Référence 4D, 2003

Il faut préciser que des pilules, des préservatifs, des spermicides et des injections sont disponibles au Centre de Santé de Base d'Ampitatafika mais seulement depuis mars 2003. En revanche, on ne peut pas s'y faire poser un stérilet, il faut pour cette opération aller à Antanifotsy ou Ambatolampy, villes distantes d'une quinzaine de kilomètres. Les méthodes traditionnelles restent, pour les femmes, les plus accessibles et les moins coûteuses. Les rumeurs sur les effets

secondaires des méthodes modernes (fatigue, maux de ventre, etc.) ralentissent aussi leur diffusion.

Les femmes utilisent la contraception très tôt dans leur vie féconde, souvent comme un moyen d'espacer les naissances plus que comme un moyen de limiter leur descendance : 58% des femmes pratiquant un moyen de contraception au moment de l'enquête le font pour retarder la future grossesse et non pas pour limiter leur descendance.

L'ensemble des données quantitatives et qualitatives montrent que les femmes et les hommes souhaitent encore un nombre élevé d'enfants. L'Enquête Référence a abordé la question du nombre d'enfants souhaités en demandant aux femmes « le nombre d'enfants supplémentaires qu'elles souhaitaient ». L'estimation du nombre idéal total d'enfants est donc très dépendante de la descendance déjà atteinte.

La taille idéale de la famille tend à augmenter avec l'âge (tableau 3). Elle est très élevée chez les femmes de plus de 35 ans. En revanche, les plus jeunes hommes et femmes déclarent souhaiter un nombre d'enfants limité : inférieur à 5. Pour atteindre cet idéal, les couples devront donc contrôler efficacement leur fécondité. S'ils atteignent leur objectif, le niveau de la fécondité à Ampitatafika devrait alors diminuer.

TABEAU 3. NOMBRE MOYEN TOTAL D'ENFANTS SOUHAITES PAR LES FEMMES EN UNION DE 15 A 49 ANS ET PAR LES CHEFS DE MENAGE MASCULINS DE 20 A 49 ANS

Groupe d'âges	Femmes	Hommes
15-19	4,4	-
20-24	5,0	4,7
25-29	4,8	4,8
30-34	5,4	5,3
35-39	6,4	5,9
40-44	6,4	6,5
45-49	8,5	7,1

Source : Enquête Référence 4D, 2003

Néanmoins, ce niveau élevé de la fécondité cache une récente baisse. En effet, le calcul de l'indice synthétique de fécondité (ISF) pour les trois années précédant l'enquête montre une évolution (tableau 4). La fécondité en 2000 est encore particulièrement élevée et avec plus de 7 enfants par femme, les conditions de fécondité sont quasi naturelles. La baisse observée au cours des deux années qui suivent (2001-2002) reste modeste mais elle n'en est pas moins intéressante. On peut supposer que la forte fécondité de 2000 est l'annonce du début de la transition. En effet, il a été observé dans la très large majorité des transitions de la fécondité dans le monde que la baisse de la fécondité est précédée d'une hausse sur un temps court, consécutive notamment à une amélioration de la santé des femmes et à un recul de l'abstinence post-partum et de l'allaitement (Tabutin, 1995).

TABLEAU 4. INDICE SYNTHETIQUE DE FECONDITE
EN 2000, 2001 ET 2002*

	2000	2001	2002
ISF	7,3	6,8	6,7
Nombre de femmes de 15-49 ans	1512	1521	1551
Nombre de naissances	337	323	337

* Les données présentées ici sont des estimations pour cause de troncature à droite mais la fécondité après 45 ans étant très faible, les estimations sont fiables

Source : Enquête Référence 4D, 2003

Les questions qui se posent maintenant sont de savoir, premièrement, ce qui justifie que la fécondité soit restée aussi élevée et, deuxièmement, quels sont les changements qui expliqueraient que récemment on observe une baisse de la fécondité. Pour répondre à ces questions, nous allons tout d'abord porter notre attention sur le contexte économique de la fécondité à Ampitatafika.

**LA VALEUR DES ENFANTS LIEE A LEURS ACTIVITES
ECONOMIQUES ET FAMILIALES**

De nombreux auteurs, parmi lesquels Potter (1983), montrent que le passage d'une agriculture basée sur le travail familial à une agriculture où les travailleurs sont salariés a pour conséquence une baisse rapide de la fécondité en supprimant la nécessité du travail des enfants. La transition se ferait des stratégies reproductrices visant la quantité (avoir beaucoup d'enfants) vers des stratégies de qualité (avoir peu d'enfants mais les scolariser, les soigner).

TABLEAU 5. PROPORTION D'ENFANTS (*) QUI PARTICIPENT AUX
ACTIVITES AGRICOLES PAR ACTIVITE ET PAR GROUPE D'AGES (%)

	6-9 ans	10-14 ans	15-19 ans
<i>Riziculture</i>			
Labour manuel	2,4	15,7	55,0
Semilles	4,1	21,2	50,4
Désherbage	5,9	27,3	64,2
Récolte	4,5	23,9	63,5
Battage	7,0	28,4	66,7
<i>Autres cultures</i>			
Labour manuel	3,6	19,0	59,4
Semilles	13,6	37,2	72,7
Désherbage	12,0	36,5	72,5
Récolte	20,4	49,2	78,1
<i>Effectifs</i>	<i>1346</i>	<i>1027</i>	<i>480</i>

* L'analyse porte sur les 6-19 ans n'étant ni chef de ménage
ni épouse du chef de ménage

Source : Enquête Référence 4D, 2003

Le système de production rizicole, tel qu'il existe à Ampitatafika, induit des contraintes particulières en termes de main-d'œuvre : le besoin en main-d'œuvre est important pendant des périodes courtes dans l'année, principalement pour le repiquage du riz. La main-d'oeuvre familiale, aussi importante soit-elle dans la plupart des ménages, ne suffit pas et les exploitants font alors appel à l'entraide

ou au salariat agricole. De plus, certaines tâches, comme le labour manuel, nécessitent la force physique d'un adulte et il est difficile de les confier à un enfant de moins de 15 ans. De fait, la participation des enfants de moins de 15 ans aux activités rizicoles familiales est relativement faible puisque moins d'un quart déclarent y prendre part (tableau 5). Les jeunes enfants sont surtout présents au moment de la récolte et du battage du riz. En revanche, après 15 ans, la participation est massive.

TABLEAU 6. PROPORTION DES INDIVIDUS SELON LE SEXE ET L'AGE QUI PARTICIPENT « REGULIEREMENT » OU « SOUVENT » A DIVERSES TACHES DOMESTIQUES ET AGRICOLES (%)

		6-9 ans	10-14 ans	15-19 ans
<i>Activités domestiques</i>				
Cuisine	Hommes	10,3	22,5	31,7
	Femmes	19,2	49,5	79,5
Lessive	Hommes	4,3	11,5	22,8
	Femmes	13,2	42,9	84,5
Entretien du logement	Hommes	9,1	19,4	30,7
	Femmes	20,7	52,1	84,0
Corvées de bois	Hommes	30,5	53,7	57,5
	Femmes	34,7	55,2	62,5
Corvées d'eau	Hommes	40,7	64,0	60,0
	Femmes	50,6	73,2	79,5
<i>Activités agricoles</i>				
Petit élevage	Hommes	28,0	38,5	42,8
	Femmes	27,4	46,5	58,0
Soins des animaux	Hommes	35,2	45,4	61,8
	Femmes	31,4	44,6	72,5
Pâturage	Hommes	37,0	48,3	62,5
	Femmes	32,6	42,4	54,5
<i>Effectifs</i>		1346	1027	480

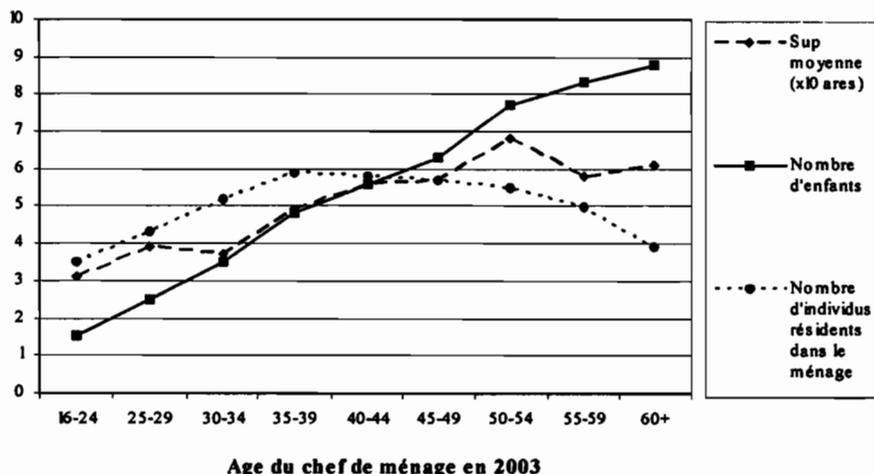
Source : Enquête Référence 4D, 2003

Cependant, la contribution des enfants au fonctionnement de l'exploitation agricole familiale porte principalement sur des activités secondaires telles que les cultures autres que le riz ou l'élevage. Les enfants sont aussi particulièrement sollicités pour les tâches domestiques, les corvées d'eau ou de bois, ce qui permet de libérer les adultes qui s'occupent de l'exploitation familiale ou qui ont un emploi de salarié agricole (tableau 6). Les filles se révèlent plus actives en matière de tâches domestiques que les garçons, alors que les corvées de bois et d'eau sont mieux partagées.

Les résultats de l'Enquête Référence montrent donc que la participation des enfants au revenu familial porte sur des activités secondaires, vivrières, contribuant peu aux revenus monétaires des ménages, mais elle n'est pas négligeable lorsqu'elle permet de diminuer le nombre de salariés à engager ou lorsqu'elle libère un adulte pour un travail salarié.

FIGURE 1. RELATION ENTRE AGE DU CHEF DE MENAGE ET DIVERSES VARIABLES

Source : Enquête Référence 4D, 2003



Le lien que l'on observe entre la taille des exploitations, la taille du cheptel ou le type d'activité agricole et le nombre d'enfants est lié uniquement au cycle de vie du ménage. Les exploitations se sont morcelées au fil des héritages au point qu'Ampitatafika est arrivé à une situation de réelle saturation foncière. Il est quasiment impossible d'acheter de nouvelles terres et les surfaces exploitées par ménage sont particulièrement faibles. La relation entre nombre d'enfants et taille de l'exploitation – avec pour interface le besoin en main-d'œuvre – est difficile à établir. Le nombre d'enfants, les activités économiques ainsi que la taille du ménage varient avec l'âge du chef de ménage (figure 1). Trois types de ménage se distinguent :

- les plus jeunes avec peu d'enfants (moins de 4 enfants) et peu de terres, les terres ayant été acquises en général au moment de la mise en couple sous forme de don des parents de l'époux ou de l'épouse ;
- les ménages dont le chef a entre 35 et 55 ans qui ont en moyenne 5 enfant ou plus. Une partie de leurs enfants résident encore avec eux. Ils disposent de surfaces à cultiver plus importantes que les plus jeunes ;
- les plus âgés qui sont logiquement ceux qui ont le plus d'enfants mais certains de ces enfants ont déjà quitté le domicile familial. Ils se sont déjà séparés d'une partie de leurs terres à l'occasion du mariage de leurs enfants. Le ratio « superficie exploitée / nombre de membres résidents » est plus favorable dans les ménages les plus âgés, c'est-à-dire ceux qui ont connu une situation foncière moins saturée au début de leur cycle de vie (tableau 7).

Une fois l'âge du chef de ménage contrôlé, le lien entre la taille de l'exploitation et le nombre d'enfants n'apparaît plus. La *Land Labour Demand Hypothesis* n'est pas vérifiée pour plusieurs raisons dont la principale est l'affaiblissement de la dépendance des familles à la terre et plus généralement à l'activité agricole familiale.

La taille de l'exploitation ou plus généralement les activités agricoles ne sont donc pas les bonnes variables pour déterminer la valeur économique des enfants. Les revenus des ménages ne dépendent pas exclusivement de l'agriculture, ils représentent moins de 40% du volume de revenus déclarés au moment de l'enquête. Cette proportion augmente avec l'âge, elle passe de 30% dans les ménages

dont le chef a entre 16 et 24 ans à 48% pour ceux dont le chef est âgé de plus de 60 ans.

TABLEAU 7. SUPERFICIE MOYENNE (ARES) PAR MEMBRE RESIDANT DANS LE MENAGE SELON LE GROUPE D'AGES DU CHEF DE MENAGE

	Ratio superficie exploitée (ares) / nombre de membres résidents
16-24 ans	8,7
25-29 ans	9,3
30-34 ans	7,4
35-39 ans	8,3
40-44 ans	9,7
45-49 ans	10,0
50-54 ans	12,3
55-59 ans	11,6
60 et plus	15,4
<i>Total</i>	<i>9,9</i>

Source : Enquête Référence 4D, 2003

La valeur économique des enfants pourrait dépendre aussi de leur capacité à contribuer aux revenus de leur famille en pratiquant des activités salariées localement ou en migration. Ils sont plus enclins que leurs parents à occuper ce type d'emplois car souvent ils sont plus instruits et plus mobiles. Pourtant, le salariat agricole est peu pratiqué par les jeunes adultes (15-19 ans) (tableau 8). Un cinquième des 15-19 ans (n'étant pas chef de ménage ou épouse du chef de ménage) ont eu une telle activité. En moyenne ils ont travaillé 54 jours, avec une durée médiane de 26 jours. Ce groupe de jeunes adultes est composé de 47% de garçons (44 jours travaillés en moyenne) et 53% de filles (63 jours travaillés en moyenne). Leur contribution au revenu du ménage reste néanmoins modeste : les garçons comme les filles contribuent à hauteur de 10% des revenus monétaires du ménage¹ avec le salariat agricole. Beaucoup de ces jeunes gens sont aides agricoles sur l'exploitation familiale.

¹ Sur la base d'un revenu moyen mensuel de 206 000 Fmg et d'un salaire journalier de 3 000 Fmg pour les filles et 5 000 Fmg pour les garçons.

TABLEAU 8. SCOLARISATION ET ACTIVITE CHEZ LES ENFANTS

	6-9 ans	10-14 ans	15-19 ans
Proportion d'enfants scolarisés	90,6*	85,1	31,0
Proportion d'enfants actifs occupés	0,0	11,0	63,7
Parmi les actifs, proportion d'aides familiales		77,9	82,1
Parmi les actifs, proportion de salariés agricoles		1,8	3,3
Parmi les actifs, proportion de domestiques		12,0	2,3
Effectifs	1346	1027	480

* Pourcentage calculé sur les enfants en âge d'être scolarisés
(âge de 6 ans atteint au moment de la rentrée scolaire)

Source : Enquête Référence 4D, 2003

Pour conclure sur la valeur économique des enfants liée à leur activité familiale ou salariée contribuant aux revenus du ménage, il faut retenir qu'elle est faible avant l'âge de 15 ans. Les enfants sont massivement scolarisés et leur participation à l'activité agricole familiale est concentrée sur des activités secondaires et s'apparente plus à un « coup de main » qu'à une activité régulière. Après 15 ans, elle devient non négligeable. Cependant, les jeunes adultes restent très peu longtemps dans leur ménage d'origine. Certains migrent et tous se marient relativement tôt, créant leur propre ménage. Leurs revenus leur permettent alors de subvenir aux besoins de leur propre famille (conjoint et enfants). Par conséquent, la période pendant laquelle les enfants contribuent significativement aux revenus de leurs parents est relativement courte.

UNE DESCENDANCE NOMBREUSE : UNE ASSURANCE CONTRE LE RISQUE ET UNE ASSURANCE VIEILLESSE

Les différentes données disponibles sur Ampitatafika laissent penser que la valeur de l'enfant se définit davantage comme une assurance contre le risque et une assurance vieillesse. Dans la population enquêtée à Ampitatafika, on compte 272 individus ayant 65 ans et plus, 134 hommes et 138 femmes. Un peu plus de la moitié (55%) vivent chez ou avec leurs enfants, 48 (18%) vivent en couple sans enfants ni autre famille, 27 (10%) vivent seuls et 30 (11%) vivent avec un ou plusieurs de leurs petits-enfants. Les 6% restants vivent avec un

autre membre de la famille (sœur, frère, etc.) ou avec des personnes sans lien de parenté. Les enfants sont donc un bon soutien pour leurs parents âgés : ils restent au domicile de leurs parents, ils les hébergent ou leur confient un de leurs propres enfants. Ces petits-enfants vivent avec leurs grands-parents et assurent au quotidien des tâches comme la corvée de bois ou d'eau devenues pénibles pour des personnes âgées. Ce sont donc les deux tiers des individus de 65 ans et plus qui sont aidés ainsi par leurs enfants directement ou indirectement.

Une autre façon d'aider ses parents âgés est de subvenir à leurs besoins. La moitié des ménages (55%) où vivent une ou plusieurs personnes âgées mais sans qu'aucun des enfants ne soit présent, sont aidés financièrement par leurs enfants. Cependant, l'aide reste très modeste : un ménage aidé reçoit moins de 25 000 Fmg par mois. L'Enquête Référence ne mesure pas les aides autres que financières mais il est évident que les parents reçoivent d'autres types de soutien en nature. Les entretiens menés auprès de jeunes couples en mars 2004 montrent clairement que ces nouveaux parents comptent beaucoup sur le soutien financier et moral de leurs enfants pour assurer leurs vieux jours.

Il y a beaucoup d'avantages à avoir une grande famille : si l'un de nous est malade, on pourra s'entraider. Et quand les enfants seront grands, ils pourront prendre en charge leurs vieux parents. Mais il y a aussi des difficultés quand il faut les nourrir surtout quand les enfants sont en bas âge. Les avantages, c'est aussi quand on doit payer une somme importante notamment pour aider un autre membre de la famille. On a moins de problèmes pour la payer car les enfants et les parents peuvent partager la somme. Lanto, né en 1981, père de 3 enfants

Les hommes comme les femmes justifient ainsi la précocité de leur paternité ou leur maternité : la stratégie la meilleure est selon eux d'avoir ses enfants très tôt pour, d'une part, pouvoir les élever alors qu'on est soi-même dans la force de l'âge et, d'autre part, pour qu'au moment où l'on ne peut plus travailler, eux soient suffisamment âgés et installés dans la vie pour prendre soin de leurs parents.

J'avais décidé de me marier jeune, je pense que c'est une bonne chose de se marier jeune car on a encore toutes ses forces pour élever ses enfants. Par exemple, mon oncle s'est marié à 30 ans, son fils aîné

n'est pas encore majeur, or lui il va avoir bientôt 45 ans. A l'inverse, son frère s'est marié jeune à 18 ans, son fils est maintenant plus grand que moi, il a déjà 27 ans. Ce qui lui simplifie un peu la vie car aujourd'hui ses enfants sont suffisamment grands pour l'aider. Martin, né en 1979, père de 2 enfants

Dans les entretiens, la question des obligations sociales est récurrente. Les cérémonies telles que le *famadihana*, les obligations d'entraide sont de lourdes charges pour les familles, charges que les parents espèrent pouvoir partager avec leurs enfants dès qu'ils seront suffisamment âgés.

La grande famille a des avantages : par exemple chez nous à la campagne, les membres d'une grande famille peuvent se partager les charges, les devoirs d'entraide. Parce qu'ils sont nombreux, ils pourront les assurer plus facilement et plus vite. Liza, née en 1979, mère d'un enfant

Une enquête a été menée en fin d'année 2004 au moment où en période de soudure, les ménages ont dû faire face à une hausse des prix importante, particulièrement celle du riz. En novembre 2004, le prix du riz était 2,5 fois plus cher qu'en novembre 2003 (Binet et *al.*, 2005). Les ménages d'Ampitatafika ont dû faire face à cette crise et ils ont modifié - au moins temporairement - leurs stratégies économiques. Les enfants ont joué un rôle important. Premièrement, les ménages ont limité les coûts liés aux enfants en les déscolarisant, momentanément ou de façon définitive. D'après les instituteurs et enseignants d'Ampitatafika, les abandons ont été plus fréquents au moment de la crise de 2004 que les années précédentes et ils sont en relation directe avec la crise. Les taux d'absentéisme sont aussi en hausse. Selon les écoles, entre 10 et 30 % des élèves ne viennent plus régulièrement en classe. Ensuite, les ménages ont diversifié et multiplié leurs activités afin d'augmenter leur revenu monétaire pour faire face au coût croissant des produits de première nécessité. Les enfants ont été mis largement à contribution. De nombreux enfants, garçons et filles, dès 7 ans, ont été envoyés dans les villes par leurs parents (principalement Tananarive et Tamatave) pour aller travailler comme employés de maison. Les années précédentes, en période de soudure, certains enfants quittaient le domicile parental pour aller travailler en ville mais ils étaient peu nombreux et le plus souvent, il s'agissait de jeunes filles entre 15 et 18 ans qui ne souhaitaient plus vivre à la campagne et qui prenaient d'elles-mêmes la décision de migrer. Cette année, la

migration des jeunes enfants a été nettement plus fréquente. Dans six *fokontany*, 90 enfants environ sont partis à Tananarive ou Tamatave, ce qui représente par exemple 30% des 7-14 ans du *fokontany* d'Amorona et presque 10% de ceux de Tsimabeharona². Ils ont occupé en majorité des emplois de domestique. Les enfants ont aussi constitué un réservoir de main-d'œuvre appréciable dans les stratégies de diversification des activités agricoles : l'intensification de certaines cultures et la mise en culture de nouvelles parcelles ont créé des besoins en main-d'œuvre à un moment où les revenus des ménages ne permettaient plus d'engager des salariés supplémentaires.

Les enfants constituent donc toujours une bonne assurance vieillesse et une bonne assurance contre le risque. En cas de crise ponctuelle, les parents limitent les coûts liés à la scolarisation des enfants et mettent ainsi sur le marché du travail les enfants déscolarisés pour augmenter leurs revenus.

LE COUT D'UNE DESCENDANCE NOMBREUSE

La scolarisation constitue une part très importante du coût de l'enfant dans le contexte d'Ampitatafika. Il y a d'abord des coûts directs (écolage, fournitures, etc.) et des coûts d'opportunité (un enfant qui va à l'école ne peut pas travailler pendant ce temps).

La scolarisation des jeunes enfants est forte : au moment de l'Enquête Référence, 88% des 6-14 ans sont scolarisés. Il n'y a pas de différence significative entre les garçons et les filles. La majorité des adultes de plus de 15 ans ont été scolarisés (80%), même si le niveau d'instruction reste faible : seule 17% de la population a dépassé le niveau de scolarisation primaire. La scolarisation n'est donc pas un phénomène nouveau à Ampitatafika. Il faut rappeler que l'école primaire est devenue obligatoire en 1960, mais que le principe d'obligation scolaire et de gratuité de l'école qui était clairement affiché a disparu des textes législatifs en 1995. Depuis 2002, des dispositions ont été prises pour alléger les charges financières des familles mais l'accès à l'éducation n'est pas effective partout à

² Ces chiffres sont certes à prendre avec précautions puisque qu'ils sont basés sur la déclaration des chefs de *fokontany*.

Madagascar : certains enfants résident loin des écoles, certaines écoles ne disposent pas d'instituteurs, etc. (Deleigne et Kail, 2004).

A Ampitatafika, la question de la distance à l'école se pose pour certains enfants puisqu'il n'y a pas d'école dans tous les *fokontany* : par exemple, les enfants de Mananetivohitra doivent se déplacer dans un autre village, ce qui en période de pluie est très difficile. De même, les classes sont surchargées et les instituteurs disposent de très peu de moyens pour travailler. Néanmoins, la quasi-totalité des enfants de 6-14 ans fréquentent l'école primaire. Les parents expriment leur volonté de scolariser leurs enfants malgré le fait que ce ne soit pas obligatoire et que les coûts peuvent être importants. Cette volonté est motivée en général par leur propre expérience de l'école : les jeunes parents interviewés déclarent avoir beaucoup appris de l'école (lire et compter) mais pas suffisamment. Ils regrettent souvent d'être sortis trop tôt du système scolaire.

Je suis allée à l'école mais pas très longtemps, car ma mère était malade et je n'étais pas très douée. Je me suis arrêtée en 8^{ème}. Ce qui m'a rendue heureuse pendant ma scolarisation, c'est de pouvoir progresser dans mes études mais à cause de la maladie de ma mère, je me suis absentée plusieurs fois et j'ai dû arrêter l'école. Il y a beaucoup d'avantages à aller à l'école, même si on n'y va pas longtemps. Même si je n'étais pas douée, j'ai appris plein de choses..., ça m'est très utile pour compter, pour me débrouiller dans la vie. Lala, née en 1981

Je suis allé très peu à l'école, j'ai arrêté l'école en CP. Je garde seulement quelques souvenirs. Si nos conditions avaient été meilleures, j'aurais vraiment aimé aller plus loin. Malgré tout, cela m'a été utile, un tout petit peu. Rien ne vaut mieux que d'être instruit. Il y a une différence entre ceux qui sont allés à l'école et ceux qui n'y sont jamais allés. Par exemple sur les comptes, je ne me débrouille pas trop mal mais il y a des personnes qui ne connaissent même pas la valeur des billets. Rakoto, né en 1981

Etre analphabète dans une société où la majorité des enfants et des adultes sont lettrés est un handicap majeur et à Ampitatafika, dans un contexte de monétarisation de l'économie, de pluriactivité et de migrations croissantes, l'instruction est de plus en plus indispensable. Les parents font des sacrifices financiers importants pour assurer à leurs enfants un minimum d'instruction. Le coût direct de la

scolarisation est non négligeable, notamment lorsque les parents ont plusieurs enfants à scolariser en même temps. Le prix de l'écolage et celui des fournitures est souvent évoqué par les parents pour justifier la déscolarisation de leurs enfants après l'école primaire. Ampitatafika dispose d'un collège dans la commune, il n'y a donc pas de frais de transport, mais l'inscription et les fournitures sont coûteuses. Seuls 21% des 15-19 ans ont dépassé le niveau primaire. Or, la scolarisation au niveau secondaire devient de plus en plus indispensable dans un pays où la quasi-totalité des enfants sont scolarisés au primaire et où la concurrence sur le marché de l'emploi est forte. C'est dans ce sens que le coût direct de la scolarisation a augmenté.

TABLEAU 9. PROPORTION DES ENFANTS SELON L'AGE ET LE NIVEAU DE SCOLARISATION QUI PARTICIPENT « REGULIEREMENT » OU « SOUVENT » A DIVERSES TACHES DOMESTIQUES OU AGRICOLES (%)

Tâche	6-9 ans		10-14 ans	
	Non scolarisés	Scolarisés	Non scolarisés	Scolarisés
<i>Activités agricoles</i>				
Pâturage	46,9	33,5	69,5	41,1
Soins des animaux	37,8	32,8	64,9	41,5
Petit élevage	23,5	28,1	50,0	41,1
<i>Activités domestiques</i>				
Soins des enfants	19,3	9,0	35,2	16,6
Corvées d'eau	36,7	46,6	74,7	67,5
Corvées de bois	31,6	32,7	61,7	53,2
Ravitaillement	8,2	8,7	27,9	16,0
Entretien du logement	12,2	15,2	48,7	33,2
Lessive	6,1	9,1	40,3	24,6
Cuisine	14,3	14,8	54,5	32,5

Source : Enquête Référence 4D, 2003

A l'inverse, il n'y a pas de concurrence réelle entre le travail des enfants et la scolarisation. La participation des enfants de 6-9 ans aux activités domestiques et agricoles est faible et la différence entre enfants scolarisés et non scolarisés est négligeable (tableau 9). Les enfants sont généralement présents à l'école quelques heures par jour (le matin ou l'après-midi) laissant du temps libre pour d'autres

activités. Comme nous l'avons précisé précédemment, leur force de travail n'est pas indispensable dans les exploitations familiales. En revanche, entre 10 et 14 ans, les enfants sont sollicités différemment selon qu'ils sont encore à l'école ou non. Certaines tâches sont assurées prioritairement par les enfants déscolarisés (soins et garde des animaux, tâches domestiques).

CONCLUSION : STRATEGIE DE QUALITE OU STRATEGIE DE QUANTITE ?

A la lueur de ce qui précède, peut-on analyser la transition de la fécondité à Ampitatafika comme le passage de stratégies de quantité à des stratégies de qualité ?

Les comportements démographiques des générations les plus anciennes parmi celles enquêtées en 2003 (nées dans la décennie 1950) peuvent être interprétés comme des stratégies délibérées de maximiser leur fécondité. La nuptialité précoce, l'absence de limitation des naissances, la forte stigmatisation des mariages stériles expliquent le niveau élevé de fécondité. De plus, les surfaces exploitées et donc le besoin en main-d'œuvre étaient plus importants qu'aujourd'hui, la valorisation sociale des grandes familles était forte et les coûts d'éducation des enfants restaient faibles dans une économie agricole peu monétarisée.

Chez les jeunes couples, on peut déceler des stratégies de qualité. Ils aspirent à une certaine modernité, à un bien-être, une ascension sociale pour eux-mêmes et pour leurs enfants qui passent par une limitation des naissances et par une scolarisation massive et longue des enfants.

Dans les petites familles, il est beaucoup plus facile de faire suivre des études aux enfants, de les faire réussir dans la vie. Si on a peu d'enfants, il est plus facile de surveiller leurs études, de les conseiller, pour qu'ils puissent réussir dans la vie. Quand les enfants arrivent au collège, alors là les difficultés se présentent et si on a plusieurs enfants, on sacrifie souvent l'aîné pour que les autres puissent jouir un peu plus des études. Si moi par exemple, je n'ai que deux enfants, je dois pouvoir les envoyer tous les deux à l'école et leur donner les moyens de réussir leur vie. Armand, né en 1976, un enfant

Dans le discours et les intentions, les parents s'acheminent vers des stratégies de qualité. Ils souhaitent avoir moins d'enfants que leurs aînés pour assurer à leur descendance des conditions de vie meilleures que les leurs. Dans les comportements, on observe aussi des changements importants : certes le mariage reste précoce, mais la contraception est de plus en plus utilisée notamment pour espacer les naissances. L'espacement des naissances est une composante de la stratégie de qualité visant à avoir des enfants en bonne santé. Le travail des enfants sur l'exploitation agricole est peu important et les coûts de scolarisation sont croissants dans un contexte où un niveau primaire de scolarisation ne suffit plus.

Au-delà de sa valeur économique, la valeur affective de l'enfant a aussi changé. Les décisions de fécondité, tout comme le choix du conjoint sont de plus en plus libres, de moins en moins contraintes par les pressions familiales et sociales. De même que les relations entre conjoints sont de plus en plus fondées sur les sentiments, les relations entre parents et enfants sont de plus en plus affectives (Gastineau, 2005). On observe un développement de relations familiales plus intimes autour du couple et de ses enfants. Ces évolutions ont été rendues possible notamment par la crise foncière qui a modifié les relations entre les générations. Quand le lien de dépendance à la terre s'affaiblit, le lien au lignage, à la grande famille se relâche et le couple s'autonomise et s'oriente plus favorablement vers une limitation des naissances (Hollo et Larsen, 1997).

Cependant, les stratégies de qualité sont difficiles à mettre en œuvre notamment parce que la famille reste la seule institution exerçant une fonction de protection et d'assurance. Les systèmes de protection sociale permettant de faire face à une crise (mauvaise récolte par exemple), à une maladie ou à la vieillesse sont inexistant. Il est donc probable que la fécondité baisse à Ampitatafika et que les futurs parents misent sur la qualité plutôt que sur la quantité des enfants mais la baisse de la fécondité ne pourra être importante et irréversible que lorsque les enfants ne seront plus le seul recours pour gérer les crises ni pour prendre en charge la maladie et la vieillesse de leurs parents.

BIBLIOGRAPHIE

BECKER G., 1960, « An Economic Analysis of Fertility » in Coale A. (ed.), *Demographic and Economic Change in Developed Countries*, Princeton University Press, Princeton, pp.69-76.

BECKER G., 1991, *A treatise on the family*, Havard University Press, Havard, 304 p.

BEN-PORATH Y., 1982, « Economic in the Family-Match or Mismatch ? A Review of Becker's A Treatise on the Family », *Journal of Economic Literature*, vol.20, n°1, pp.52-64.

BINET B., BRIET P., GASTINEAU B., GASTINEAU P., OMRANE M., 2005, « Conditions de vie des ménages dans la commune rurale d'Ampitatafika en période de soudure. Conséquences de la hausse du prix du riz sur les pratiques agricoles et la formation du revenu (décembre 2004 - février 2005) », *Travaux et Documents n°1*, Programme 4D, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo, 18 p.

BLAKE J., 1968, « Are Babies Consumer Durables ? », *Population Studies*, Vol. 22, n°5, pp.5-25.

BOSERUP E., 1985, « Economic and Demographic Interrelations in Sub-Saharan Africa », *Population and Development Review*, vol.11, n°3, pp. 383-397.

CAIN M., 1977, « The Economic Activities of Children in Village in Bangladesh », *Population and Development Review*, vol. 3, n°3, pp.201-227

CALDWELL J., 1977, « The Economic Rationality of High Fertility : An Investigation Illustrated with Nigerian Survey Data », *Population Studies*, vol.31, n°1, pp.5-26.

DELEIGNE M. C., KAIL B., 2004, « Obligation scolaire et gratuité de l'école : le droit à l'éducation et ses ambiguïtés dans les écoles rurales à Madagascar », *Le droit à l'éducation. Quelles effectivités au Sud et au Nord ?*, AFEC - FASAF - IIEDH - IRD - GRETAf, 9-12 mars 2004, Ouagadougou, 18 p.

EASTERLIN R. A., POLLACK R., WACHTER M., 1980, « Towards a More General Model of Fertility Determination : Endogenous Preferences and Natural Fertility », in Easterlin R. (ed.), *Population and Economic Change in Less Developed Countries*, University of Chicago Press, Chicago, pp.81-135.

GASTINEAU B., 2005, « Devenir parents en milieu rural malgache. Evolutions dans la province d'Antananarivo », *Tiers-Monde*, vol.46, n°182, pp.308-327.

GUILMOTO C., 2004, « Lost in transition. Mais où sont passées les petites filles en Asie ? », *Chroniques du CEPED*, CEPED, n°47, 4 p.

HOLLOS M., LARSEN U., 1997, « From Lineage to Conjugality : the Social Context of Fertility Decisions Among the Pare of Northern Tanzania », *Social Science Medicine*, vol.45, n°3, pp.361-372.

LEIBENSTEIN H., 1975, « The Economic Theory of Fertility Decline », *Quarterly Journal of Economics*, vol.96, n°1, pp.1-31.

LESTHAEGHE R., 1983, « A Century of Demographic and Cultural Change in Western Europe: An Exploration of Underlying Dimensions », *Population and Development Review*, vol.9, n°3, pp.411-435.

MAKINWA-ADEBUSOYE P., 1996, « Changes in the Costs and Benefits of Children to their Parents », in Locoh T., Hertrich V. (eds.), *The Onset of Fertility Transition in Sub-Saharan Africa*, Derouaux Ordina Editions, Liege, pp.175-192.

POTTER J.E., 1983, « Effects of Societal and Community Institutions on Fertility », in Bulatao R., Lee R. (eds.), *Determinants of Fertility in Developing Countries*, vol.2, Academic Press, New York, pp.627-665.

ROBINSON W.C., 1997, « The Economic Theory of Fertility Over Three Decades », *Population Studies*, vol.51, n°1, pp.63-74.

SCHUTJER W.A., STOKES C.S., 1982, « Agricultural Policies and Human Fertility: some Emerging Connections », *Population Research and Policy Review*, vol.1, n°3, pp.225-244.

STECKLOV G., 1999, « Evaluating the Economic Returns to Childbearing in Côte d'Ivoire », *Population Studies*, vol.53, n°1, pp.1-17.

TABUTIN D., 1995, « Un demi-siècle de transitions démographiques dans les régions du Sud », in *Transitions démographiques et sociétés. Chaire Quetelet 1992*, Institut de Démographie, Université Catholique de Louvain, Académia/L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, pp.33-70.

VANLANDINGHAM M., TRUSSEL J., GRUMMER-STRAWN L., 1992, « Bienfaits de l'allaitement sur les plans contraception et santé : examen des données obtenues récemment », *International Family Planning Perspectives*, numéro spécial, pp.22-27.

VLASSOFF M., 1982, « Economic Utility of Children and Fertility in Rural India », *Population Studies*, vol.36, n°1, pp.45-59.

Gastineau Bénédicte (2007)

Economie et fécondité

In : Sandron Frédéric (ed.). *Population et développement dans les Hautes Terres de Madagascar*

Paris : L'Harmattan, p. 47-70. (Populations)

ISBN 978-2-296-04659-7.